



## AH L'ECONOMIE !!!

Dans le même temps où l'épidémie gagne du terrain et où la démonstration est réellement faite que l'hôpital manque de moyens essentiels pour protéger les soignants et tous les personnels, beaucoup s'expriment pour dénoncer ces manques de moyens mais aussi pour revenir sur ces manques hélas déjà constatés au cours des années qui viennent de passer.

Les dernières années ont été marquées par un manque d'écoute de ce que faisait remonter les personnels de la santé et leurs organisations syndicales, à l'image de l'entêtement de l'exécutif sur la contre-réforme des retraites.

Au contraire de cette écoute, les attaques contre l'hôpital se sont poursuivies avec des suppressions de lits, de services, d'hôpitaux et de personnels, particulièrement dans les urgences en grève (mais au boulot) depuis 1 an.

Quelques uns diront que nous « démolissons » « l'Union Nationale »...

Nous le disions avant cette crise sanitaire et nous luttions déjà aux cotés des personnels soignants et des salariés d'une façon générale que ce soit sur les moyens dans les hôpitaux ou sur les retraites où la volonté manifeste était bien évidemment de faire disparaître les 42 régimes dont celui des fonctionnaires, y compris des personnels soignants et plus généralement de tous les agents des services publics.

Aujourd'hui, les revendications sont toujours d'actualité, accentuées à la suite des dispositions arrêtées par le gouvernement avec les ordonnances qui sans nul doute s'attaquent une nouvelle fois au code du travail.

Nous ne pouvons accepter la mesure imposant aux salariés de prendre obligatoirement 6 jours de congés. Nous ne pouvons accepter une gestion des RTT assurée par les entreprises. Nous ne pouvons accepter que le patronat veuille faire avaliser par les organisations syndicales ces mesures unilatérales par des accords de branches ou d'entreprises. Nous ne pouvons accepter que les semaines de travail passent à 60 heures dans le même temps où l'exécutif fait passer son petit message régulier « restez chez vous » ; si vous ne le faites pas vous êtes de mauvais Français alors que le Président de la République exhorte au travail.

Quelle mascarade au nom de la reprise de l'économie !

Les préfets et notamment celui de la région Ile de France relaient formidablement bien le discours de l'exécutif. « Il faut aller au boulot » aussitôt appuyé par le patronat qui se sent pousser des ailes en pensant qu'il sera sauvé avec des primes au lieu des masques, des blouses, des gants, des lunettes et au lieu de vraies augmentations de salaires. Au passage, une fois de plus, il est scandaleux de constater que certaines organisations syndicales poussent avec les patrons et le gouvernement à la reprise du travail.

Est-ce l'économie qui doit primer comme l'affirme des Présidents Américain, le Brésilien et quelques autres ou la santé des Français et des autres travailleurs du monde ?

Est-ce l'économie qui doit primer ou comme le disent nos militants FO de la santé privée la nécessité d'utiliser tous les moyens du système hospitalier y compris les cliniques et hôpitaux privés qui disposent encore de lits, mais en même temps logés à la même enseigne que le public, sans masques, sans gants, sans charlottes etc ?

Est-ce l'économie qui doit primer ou la prise en charge de nos aînés qui sont cette fois-ci vraiment confinés dans des « mouirois » et des personnels de ces secteurs abandonnés là aussi sans moyens ?

Est-ce l'économie qui doit primer avec l'abandon et la casse de tous nos services publics, des collectivités territoriales ?

De tout ce qui était un modèle social reconnu au moment de sa construction, envié par beaucoup et que le capitalisme et ceux qui le portent ont décidé de détruire quelles que soient les situations que nous connaissons et pourrons connaître.

C'est pour cela que nous n'entrerons jamais dans le moule « d'Union Nationale » ! C'est pour cela que nous ne pouvons soutenir et accompagner toute cette politique construite par les gouvernements qui se succèdent et par un patronat qui veut finir le « boulot » de destruction du code du travail, engagé par le gouvernement précédent et considérablement accentué par l'actuel. Il y a la politique conduite par l'exécutif, le patronat et hélas certaines organisations syndicales.

Il y a les revendications portées par les travailleurs, il y a leurs luttes, il y a leur volonté que la santé des travailleurs passent avant la bourse et l'économie.

Nous sommes fait du « même bois » nous sommes avec eux et nous devons poursuivre dans cette voie.

Nous n'avons pas eu de Comité Confédéral National les 25 et 26 mars mais il y a fort à parier que c'est ce que le secrétaire général de l'UD FO de Paris aurait développé à la tribune du CCN tout en ajoutant au tout début, une touche sur la façon exemplaire dont le secrétaire général de la CGT-FO et le bureau ont conduit le combat qui n'est pas encore terminé, sur la contre-réforme des retraites et en souhaitant qu'on ne voit pas « fleurir » de déclarations communes n'ayant rien à voir avec nos orientations, nos positions, notre liberté et notre indépendance. Nous faisons confiance à Yves Veyrier pour qu'il en soit ainsi.

Paris, le 27 mars 2020